

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 07 SEPTEMBRE 2003

N° 303 PRIX 0,60 Euros (4 F)



**QUELLE QUE SOIT L'ISSUE
DE LA CRISE, CE SONT LES
TRAVAILLEURS, LES PAUVRES
QUI EN PAYERONT LE PRIX !**

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 8
Mali: Conflit entre
communautés musul-
manes.

Page 9
Sénégal: Un parfum de
scandale autour du
clan Wade.

Page 10
Irak: Bush appelle
l'ONU au secours.

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

SITUATION EN COTE D'IVOIRE

**QUELLE QUE SOIT L'ISSUE
DE LA CRISE, CE SONT LES
TRAVAILLEURS, LES PAUVRES
QUI EN PAYERONT LE PRIX!**

Cela fera un an le 19 septembre que la Côte d'Ivoire est coupée en deux suite à la rébellion d'une partie de l'armée. Un coup de filet a eu lieu à Paris par les autorités françaises contre le sergent-chef Ibrahim Coulibaly (IB) et les auteurs présumés d'un "complot terroriste" visant l'assassinat du président ivoirien Laurent Gbagbo. Quelques jours auparavant deux militaires français de la force d'interposition appelée "opération Licorne" avaient trouvé la mort du côté de Bouaké en territoire rebelle. Tout cela montre que la situation est loin de prendre le chemin de la réconciliation contrairement à ce que le régime ivoirien a essayé de faire croire. Bien au contraire, le pouvoir de Gbagbo a saisi cette occasion pour épurer son armée et surtout la garde présidentielle de certains éléments jugés suspects. Des manifestations importantes contre le régime de Gbagbo et contre la complicité active dont il bénéficie de la part du gouvernement français ont eu lieu à Korogo et sa région. La capitale ivoirienne est quant à elle, à nouveau plongée dans un climat de suspicion et de répression à l'égard des personnes originaires du nord. On craint même un retour des "escadrons de la mort" qui s'étaient éclipsés depuis la campagne dite de réconciliation orchestrée par le président.

Nous reproduisons dans ce numéro un article publié par nos camarades de Côte d'Ivoire dans leur dernière parution du "Pouvoir aux Travailleurs".

L'arrestation d'Ibrahim Coulibaly dit IB à Paris par la police française sous l'accusation de préparer des actions terroristes pour déstabiliser la Côte d'Ivoire et les réactions qu'elle a entraîné illustrent la crise politique dans le pays et en représente, peut-être, une nouvelle étape. Le personnage de IB à l'origine déjà du putsch militaire qui avait à l'époque porté au pouvoir l'armée et le général Guéi, rend plausible la thèse

avancée par la police française. Thèse aussitôt reprise par le pouvoir ivoirien et par la meute de ses porte-paroles officiels et officieux qui en profitent pour en accuser les "forces nouvelles", participant pourtant au "gouvernement de réconciliation" et qui nient toute idée de complot. "Notre Voie" en profite également pour affirmer d'avoir déniché le cerveau du complot du côté d'Allassane Ouattara.

Mais s'il est plausible qu'il y ait un soupçon de vérité au coeur de l'amoncellement de propagande et de mensonges qui l'entoure, l'affaire peut tout aussi bien être une manipulation montée de toutes pièces par les services secrets français. Ibrahim Coulibaly est un personnage sans scrupules, mais le gouvernement français et ses services peuvent l'être mille fois plus. Son arrestation, annoncée à grand bruit, vient à point nommé pour permettre aux dirigeants politiques français de montrer, de façon spectaculaire, qu'ils soutiennent le "régime légitime" en Côte d'Ivoire. Gbagbo ne s'y est pas trompé et a aussitôt remercié "le président de la république et le gouvernement français pour cet acte majeur". Le geste de Paris met donc fin à la bouderie de Gbagbo qui considère depuis plusieurs mois qu'il n'est pas assez soutenu contre les mutins et que les accords de Marcoussis, au lieu de l'aider, favorisent Guillaume Soro et ses hommes.

S'agit-il d'un simple geste politique ? S'agit-il de plus, c'est-à-dire d'une participation de la France à la préparation morale et politique d'une offensive gouvernementale contre le Nord, avec l'appui des troupes françaises ? Les jours qui viennent le diront peut-être.

L'aggravation de la crise politique depuis plusieurs semaines montre à quel point la situation créée par les accords de Marcoussis

n'est pas la paix, mais seulement une trêve armée. Elle n'a fait que geler la confrontation militaire en attendant que l'un ou l'autre des camps belligérants - ou les deux en même temps - se croient en position de l'emporter et que la guerre recommence. La trêve n'a en tout cas à aucun moment allégé les difficultés et les souffrances des masses populaires. Les menaces qui pèsent sur la trêve elle-même risquent en revanche de les alourdir.

Car bien avant l'épisode Coulibaly, c'est d'une crise politique grave qu'il s'agissait. Le fameux "gouvernement de réconciliation nationale" ne réconcilie rien et surtout pas les deux camps rivaux. Il leur offre seulement un nouveau terrain d'affrontement. Sept mois après les accords, ils ne se sont toujours pas mis d'accord pour trois postes de ministres, dont deux, décisifs. L'impasse au sujet des postes de ministres se prolonge et s'amplifie aux étages inférieurs. Les ministres des dites "forces nouvelles" ne sont pas en situation de désigner leurs collaborateurs et ils n'ont pratiquement pas de prise sur les fonctionnaires de leurs ministères. Certains d'entre eux se plaignent de menaces de mort qui pèseraient sur leur personne chaque fois qu'ils séjournent à Abidjan. Ils préfèrent d'ailleurs rester à Bouaké, au milieu de leurs troupes ou faire de la représentation à l'étranger. La fiction d'une certaine cohabitation sinon de collaboration entre Gbagbo et Diarra lui-même s'est dissipée avec les deux discours, celui du président et celui de son Premier ministre, se répondant à quinze jours d'intervalle. Le Premier ministre, imposé certes à Gbagbo par les accords de Marcoussis, n'est pourtant pas un homme des rebelles, mais une personnalité réputée neutre, acceptée comme telle en tout cas par Gbagbo lui-même au début. Mais l'expression de "vieux rebelle" est encore la plus gentille utilisée à son égard par la presse favorable

à Gbagbo qui le présente de plus en plus à la fois comme un sous-marin des mutins de Bouaké et un larbin de Chirac. La guérilla entre les deux sommets de l'exécutif se rallume à chaque événement. Ainsi pour la désignation par Gbagbo d'une marionnette à la tête du conseil constitutionnel, et le boycott de la cérémonie d'investiture par Diarra.



Yamoussokro: gouvernement
d'union nationale formé
le 3 avril dernier

Mais ce n'est évidemment pas la petite guerre juridico-administrative qui décidera de la situation, mais le rapport de forces. L'Etat, ce sont les bandes armées. Et la population de la Côte d'Ivoire dispose, depuis bientôt un an, du triste privilège de subir deux bandes armées à la fois, alors même qu'une seule est déjà lourde à supporter. (Et encore, à supposer que les "forces nouvelles" constituent une seule bande armée, et pas un assemblage de bandes armées alliées pour un temps mais dont l'unité n'est pas évidente.)

Or ni l'une ni l'autre des bandes armées ne sont disposées à se désarmer. Les accords de Marcoussis ne prévoient évidemment pas le désarmement des FANCI, bande armée officielle, mais seulement celui des milices civiles du FPI. Gbagbo n'a cependant aucune raison de se dépêcher à le faire, si tant est qu'à le tenter, il aurait la capacité de se faire obéir. Il en a trop besoin pour assurer son

éventuelle réélection en 2005. Et quant aux "forces nouvelles", elles ne sont pas naïves au point de se désarmer en premier. L'armée du Nord est soeur jumelle des FANCI. Issue du même creuset, ses membres savent que la récente loi d'amnistie ne leur offre qu'une garantie illusoire pour leurs places, leurs prébendes et peut-être même pour leur vie - et que si cette loi d'amnistie est toujours bonne à prendre, il vaut mieux d'en garantir l'application en gardant les armes.

En attendant, le pays reste divisé et l'état de guerre sert de prétexte, de part et d'autre, à racketter de plus en plus une population qui n'en peut plus, tant le chômage s'aggrave dans les villes du fait du ralentissement des activités économiques, du fait de la voracité des patrons qui font payer leurs propres difficultés aux travailleurs jetés à la rue et tant la misère devient insupportable dans les villages.

* *
*

En fait, aux yeux de leur inspirateur, le gouvernement français, les accords de Marcoussis n'étaient faits que pour gagner du temps. Les FANCI, plus douées à racketter une population désarmée qu'à mener et à gagner une vraie guerre, se sont révélées incapables de réduire la rébellion militaire. Les mutins de leur côté n'étaient probablement pas de taille à prendre et surtout, à conserver Abidjan. L'armée française, présente pour défendre les capitaux français investis en Côte d'Ivoire, n'a pas voulu que l'épreuve de force entre les deux factions de l'armée ivoirienne aille jusqu'au bout, au risque de plonger le pays, et surtout, les affaires, dans une situation d'anarchie plus grave encore. Elle est donc intervenue, mais pas autant que l'eût préféré Gbagbo qui, tout en donnant dans la démagogie nationaliste et anti-français, ne cesse de protester

contre la non-application des accords de coopération militaire entre la France et la Côte d'Ivoire.

Il est probable que dans les semaines qui suivaient la mutinerie l'armée française ne se sentait pas de taille à s'engager dans une intervention plus lourde, plus coûteuse, contre une rébellion militaire qui, de surcroît, apparaissait susceptible de trouver un certain soutien dans les populations du Nord en raison de la politique ethniste virulente du régime.

Aussi, le choix du gouvernement français a été jusqu'à présent de s'interposer, de maintenir le contact avec les deux camps, de recevoir aussi bien les émissaires de Bouaké et d'Abidjan, de soigner la fiction de la "réconciliation nationale" et attendre que les choses se tassent. Mais elles ne se tassent pas. Les forces militaires opposées consolident leurs positions et tentent de s'armer d'avantage. Les journaux favorables à l'un ou l'autre des deux camps entretiennent un climat de haine guerrière. Les injures et les rumeurs fantaisistes sur le camp adverse peuvent n'être qu'une joute orale, l'expression de l'impuissance de chacun des deux camps à engager de nouveau l'épreuve de forces sur le terrain militaire. Cela maintient cependant un climat de tension et aboutit à aggraver la haine entre les deux camps, et derrière eux, entre ethnies. Même si l'affrontement devait demeurer surtout verbal dans la perspective des élections de 2003, c'est déjà grave pour la population laborieuse. Car la trêve entre les deux armées ne signifie nullement la trêve dans les affrontements ethnistes (en témoignent en dernier les sanglants événements de Daloa) Mais ce climat de tension, ces déclarations guerrières peuvent tout aussi bien servir à préparer et à justifier une reprise de la guerre elle-même.

Le gouvernement français peut lui-même en arriver à la conviction

que, puisqu'il est impossible de mettre fin par des conciliabules pacifiques à l'éclatement de l'appareil d'Etat et la division du pays en deux, si préjudiciable à la bonne marche des affaires et aux capitaux investis en Côte d'Ivoire, il faut y mettre fin par des moyens militaires. Cela implique qu'ils estiment que le régime établi qu'ils soutiennent avec une certaine prudence depuis le début est cette fois prêt et suffisamment armé pour reprendre l'initiative, surtout si l'armée française présente en Côte d'Ivoire, renforcée elle aussi pendant la trêve, leur prête plus ouvertement main forte.

* *
*

Jusqu'à l'arrestation de Coulibaly, les journaux favorables à Gbagbo ont agité le drapeau du nationalisme outragé avec la France pour cible, accusant le gouvernement français de soutenir les mutins. Mécontent du récent discours de Diarra, "Notre Voie" affirmait sans rire que c'est Chirac en personne qui en a rédigé le texte. Ce qu'il y a de vrai dans cette affirmation, c'est que le discours de Diarra était fait pour plaire au gouvernement français, dispensateur de fonds et d'aides financières. Il fait d'autant plus la cour à Paris, que c'est des accords de Marcoussis, c'est-à-dire du gouvernement français qu'il tient son poste de Premier ministre. Les ténors politiques des "forces nouvelles" de leur côté en appellent à Paris. Ils ne ratent pas une occasion pour se poser en meilleurs défenseurs des accords de Marcoussis.

Mais il en va de même de Gbagbo, malgré ses réticences devant les dits accords et les criailleries nationalistes de certains de ses seconds couteaux, genre Blé Goudé. La seule différence, c'est que leurs bases politiques respectives ne sont pas les mêmes.

"L'homme de gauche" Gbagbo a

bénéficié, en accédant au pouvoir, d'une certaine sympathie parmi les travailleurs. Si sa politique ethniste la lui a fait perdre auprès des travailleurs originaires du Nord, il n'en va pas tout à fait de même pour les autres. La confédération syndicale Dignité, constituée sous l'égide du FPI et de Gbagbo au temps où ils étaient dans l'opposition, continue en tout cas à accorder son soutien à l'homme devenu président de la République. Ses dirigeants, ses cadres, contribuent même à cautionner, aux yeux des travailleurs, quelques-uns des pires aspects de la xénophobie du régime et prennent ouvertement position, au nom du "patriotisme", contre les travailleurs non ivoiriens, en particulier Burkinabé. Et son appareil fournit à l'occasion, aux côtés des étudiants de la FESCI, des hommes de mains au pouvoir pour encadrer des manifestations, y compris ethnistes.



Personnes fuyant la guerre
en septembre 2002. Le spectre
plane toujours

Mais c'est surtout du côté des étudiants, de la petite bourgeoisie dite intellectuelle, et auprès de l'encadrement des syndicats étudiants à prétention "progressiste" que Gbagbo trouve des soutiens et recrute ses troupes de choc. Pour nombre d'éléments de cette petite bourgeoisie estudiantine, d'autant plus disponibles qu'ils sont sans

perspectives de carrière, le soutien "professionnel" au régime offre, justement une carrière. Un Blé Goudé représente le prototype de ces hommes de mains - et hommes de plume - prêts à organiser les lynchages des travailleurs dont l'origine leur déplaît.

Avec le temps, Gbagbo a tout naturellement complété sa démagogie ethniste tournant autour de "l'ivoirité", emprunté à Bédié, par quelques accents anti-français. Cela fait d'autant mieux dans le décor, que le gouvernement en France est aujourd'hui un gouvernement de droite, alors que les amitiés de Gbagbo allaient au Parti socialiste. Mais la démagogie en direction de ses troupes ne l'empêche pas d'attendre son salut du soutien de Paris. Et le gouvernement de Paris, même s'il se peut qu'il soit par moment irrité par le ton, sinon de Gbagbo lui-même, du moins de la presse qui le soutient, a sans doute l'intelligence de comprendre le double langage de Gbagbo : l'un, modéré en direction de l'impérialisme français, l'autre, laissant percer son opposition au "néo-colonialisme français", en direction de ses troupes.

Le soutien du gouvernement français au "régime légitime" et à "l'armée loyaliste" comporte par la force des choses un soutien total à la personne même de Gbagbo. Il peut être, au fond, content de la politique de Gbagbo dans un contexte difficile. Mais il n'est pas garanti que le mariage de raison ne cache pas l'élaboration de plans de rechange dans le secret des cabinets en France. Si Gbagbo n'est pas capable de l'emporter ou si ses propres troupes, issues de la FESCI ou du FPI deviennent un facteur supplémentaire d'anarchie, rien ne dit que l'armée dite loyaliste n'envisage pas d'appliquer sa propre solution avec le soutien des troupes françaises. Mathias Doué, le chef d'état-major, ne se dit pas candidat au pouvoir, mais il y en a qui y pensent pour lui, assez pour que

cela transparaisse périodiquement dans la presse.

* *
*

Les militaires rebelles savent de leur côté que sans au moins la neutralité de l'impérialisme français, ils auront du mal à maintenir leur mainmise sur le Nord du pays, continuer à s'armer et surtout, financer l'achat des armes. Le Nord du pays ne décèle aucune de ces richesses qui permettent aux bandes armées du Libéria ou du Zaïre de durer et à leurs chefs, de s'armer et de s'enrichir. A plus forte raison, ils ne peuvent pas espérer de l'emporter, au moins lors des élections de 2005 - si toute fois elles ont lieu à la date prévue. Leur seule perspective politique est en effet que Gbagbo ne soit pas en situation d'écarter Ouattara - ou un autre candidat ayant des chances de l'emporter - et que ce dernier, ou une éventuelle coalition réunissant ses partisans avec ceux de Bédié et ceux de feu Guéi, emportent dans ces élections. Mais si les Nordistes restent fidèles à Marcoussis, rien n'empêche la France de changer d'avis. Les promesses du gouvernement français n'engagent que ceux qui les croient.

* *
*

Pour obtenir un soutien plus net de la part du gouvernement français, Gbagbo multiplie les gestes en direction de la bourgeoisie possédante, dont les éléments dominants sont les représentants du grand capital français. Tout en laissant ses troupes verser dans la démagogie anti-française, le président de la République sait faire les gestes qui plaisent en direction des investisseurs français, comme des réductions d'impôts où la décision récente de dispenser les grandes entreprises de passer par le dédouanement au port d'Abidjan avec

ce qui leur économise bien de temps et surtout, bien de pots de vin à verser.

* *
*

Gbagbo est peut-être en train de démontrer à ses mandants de la bourgeoisie, ivoiriens ou français, son habileté politique et sa capacité de tromper et de tenir tranquille les classes pauvres. Il lui faut encore démontrer qu'il est capable de réduire la rébellion ou au moins, la neutraliser afin que les affaires reprennent et que la ligne de démarcation entre le Sud et le Nord ne soit plus une entrave à la circulation des marchandises et des capitaux.

Ce qui signifie renforcer l'armée et s'assurer de sa fidélité. Mais l'augmentation des effectifs de l'armée, l'amélioration de leur armement, les salaires accrus et les primes accordées, coûtent cher. L'impérialisme français ne prendra pas tout en charge. La somme sera prise sur d'autres budgets : sur la santé, sur les écoles, sur le peu qui, dans le budget, va aux services publics et sur les salaires des employés d'Etat. Ce seront les travailleurs et les paysans pauvres qui en payeront le prix, quelle que soit leur ethnie.

Ils le payeront encore par le fait que le gouvernement laissera les mains libres aux militaires, malgré les déclarations démagogiques et la dérisoire proposition d'ouvrir une ligne téléphonique où les victimes de rackets pourront se plaindre. Comment Gbagbo voudrait et pourrait courir le risque de mécontenter une armée dont le soutien lui est indispensable ? La nouvelle de l'arrestation d'Ibrahim Coulibaly s'est traduite le soir même par une multiplication des barrages militaires dans Abidjan, par des contrôles plus sévères que d'habitude, par des fouilles systématiques avec pour prétexte la

recherche d'armes, une attitude manifestement destinée à impressionner la population, à lui faire peur.

C'est dire que si les travailleurs et les pauvres ont tout à craindre d'une reprise de la guerre, de ses destructions et de ses souffrances, ils n'ont rien à espérer de la consolidation du pouvoir de Gbagbo - et pas seulement les travailleurs originaires du Nord ou du Burkina, victimes de la démagogie ethniste.

Depuis un an, le pouvoir a tendance à invoquer l'état de guerre pour expliquer la dégradation des conditions d'existence des classes pauvres - et d'en rendre responsa-

bles les seuls mutins et leurs inspirateurs. Mais même si la mutinerie était liquidée, les sacrifices imposés aux classes travailleuses ne profiteront qu'au régime, à ses profiteurs, aux barons du FPI et surtout, à la bourgeoisie, le grand patronat, ivoirien, libanais ou français qui pourront reprendre tranquillement leurs affaires abandonnées, exploiter à mort leurs travailleurs, s'enrichir en payant des salaires scandaleusement bas. Jusqu'à ce que la révolte vienne, pas celle d'une fraction de l'armée qui ne vaut pas mieux que l'autre, mais de l'immense peuple des travailleurs décidés à se battre pour ses droits légitimes et en premier, celui de vivre correctement de son travail.

M A L I

CONFLIT ENTRE COMMUNAUTÉS MUSULMANES

A la fin du mois d'août dans une petite localité du département de Nioro, des affrontements entre deux communautés musulmanes ont causé plus de dix morts et sept blessés. L'objet du conflit est que les adeptes d'un islam traditionnel (les Wahhabites) s'opposaient à la construction d'une mosquée que les sunnites voulaient entreprendre.

C'est un fait très rare qu'au Mali il y ait de tels affrontements à caractères religieux, surtout suivis de tant de morts. D'ailleurs les autorités n'en ont pas fait un grand étalage. Il y a eu juste une petite information à la télévision malienne. Ils ont minimisé la situation. Tant mieux si le conflit ne va pas plus loin.

Ce qui est sûr, c'est que la situation générale au Mali n'est pas terrible. Les petites gens des villes et de la campagne vivent très mal. Les jeunes sont sans

perspective d'avenir. Et souvent les mécontentements sont canalisés par des organisations d'opposition plus sur des objectifs électoraux sans suite. Les candidats font beaucoup de promesses, c'est tout. En fait les candidats aux élections se présentent plus pour avoir des postes de privilégiés ou pour monnayer leur mandat pour des postes de ministre. Personne ne se fait d'illusions sur leur sincérité. En plus de cela aucune organisation des travailleurs défendant leurs intérêts n'existe. C'est pourquoi les petites gens, les jeunes se retranchent vers la religion, vers l'islam.

Pour le cas de ce conflit sanglant, y a-t-il des clivages de zone d'influence politique ou religieuse, nous n'en savons rien. Par contre derrière les dirigeants qui en sont les instigateurs, ceux qui sont victimes ce sont des petites gens qui les suivent jusqu'à sacrifier leur vie.

SENEGAL**UN PARFUM DE SCANDALE
AUTOUR DU CLAN WADE**

Abdou Latif Guèye, secrétaire général du RDS (Rassemblement démocratique sénégalais) promu par Wade à un poste d'ambassadeur en guise de reconnaissance pour service rendu, se trouve aujourd'hui en prison. Il est accusé d'escroquerie et de trafics de médicaments



Latif Guèye: un détournement
synonyme d'assassinat

antirétroviraux sur le dos des malades du Sida. Cet assassin avait été propulsé par Wade à la tête d'une ONG intitulée "l'Afrique Aide l'Afrique" (AAA). Soi-disant pour aider les malades du Sida, cette organisation prétendument humanitaire importait des médicaments à des tarifs préférentiels. Mais les victimes du Sida n'ont pas vu grand chose de cette prétendue aide qui leur était en principe destinée. Et pour cause. L'AAA réexportait en cachette des lots entiers de ces antirétroviraux vers les pays européens où ils étaient vendus au prix du marché. Ainsi les trois-quarts des colis destinés aux malades sénégalais disparaissaient de la nature. Combien de malades du Sida auraient pu être sauvés s'ils avaient pu bénéficier de ces médicaments ? Mais ils n'étaient pas perdus pour

tout le monde. Plusieurs milliards de Cfa ont ainsi été détournés. Et Latif Guèye, tout haut qu'il était placé n'aurait pas pu s'adonner à ces trafics macabres sans la complicité d'autres personnalités bien en vue tant au niveau de la douane que du pouvoir. Ses avocats ont déjà annoncé qu'ils allaient citer la ministre de la Santé et de la Prévention, Awa-Marie Coll Seck pour "recel", tandis que Latif Guèye menace de "tout déballer" s'il n'est pas libéré immédiatement.

Ce scandale n'est qu'un parmi tant d'autres qui éclaboussent la présidence de Wade. Un livre publié récemment par un journaliste sénégalais en révèle de nombreux autres. Il cite entre autres le fait que Wade a fait entrer dans le cercle restreint du sommet du pouvoir tout son clan familial. Ainsi sa fille Sindjely et son fils Karim ont été nommés "conseillers" et occupent des cabinets. Son frère aîné Moustapha Wade est quant à lui l'homme par qui il faut passer pour accéder à la présidence en vue d'obtenir des entretiens avec le chef de l'Etat. Il va de soi qu'il prend au passage son bakchich surtout lorsqu'il s'agit d'obtenir des contrats juteux avec l'Etat Sénégalais.

Interrogé sur la rémunération de ces deux enfants propulsés "conseillers techniques", Wade répond qu'ils gagnent "beaucoup moins que ce qu'ils gagnaient auparavant" dans le privé. Il faut croire qu'il s'agit-là d'un clan de "bienfaiteurs" tout comme Latif Guèye actuellement en prison pour enrichissement illicite.

Il faut se rappeler que lorsque Wade était dans l'opposition, il ne ratait pas une occasion pour

égratigner l'ex-président Diouf sur ses pratiques qui consistaient à introduire son propre clan autour de la présidence afin de mettre la main sur toutes les affaires juteuses du pays. C'est ainsi que la douane, l'importation du riz, la filière arachidière et bien d'autres domaines lucratifs étaient réservés

à la famille ou aux proches de Diouf.

Aujourd'hui en moins de trois ans et demi de pouvoir, Wade a rattrapé son retard et se trouve dans la même situation que son prédécesseur. Un clan a remplacé l'autre.

IRAK

BUSH APPELLE L'ONU AU SECOURS

Les dirigeants américains ont fait croire que la population irakienne allait les accueillir à bras ouverts, en héros, par ce

financièrement, et sous son commandement, pour l'aider à imposer son autorité en Irak.



Visite en Irak de Rumsfeld
secrétaire d'Etat US (défense)
dans une zone d'insécurité

qu'ils avaient réussi à la débarrasser du dictateur qui l'opprimait. Mais ils sont obligés de reconnaître que cette population leur est hostile, et même les rend responsables du chaos que connaît le pays après leur victoire. Cette hostilité se manifeste, ces derniers temps, par la multiplication des attentats à la bombe.

Empêtré dans ce borbier irakien, le gouvernement américain sollicite l'aide de l'ONU. Bush souhaite que d'autres grandes puissances de cette organisation internationale s'engagent à ses côtés, militairement et

Sur le terrain, en effet, les troupes anglo-américaines éprouvent de réelles difficultés à faire la loi. De plus elles sont prises pour cible, et le nombre de soldats tués ou blessés ne fait qu'augmenter chaque jour. Des bandes armées opposées à l'occupation américaine s'en prennent, à Bagdad ou dans le reste du pays, à tout ce qui représente la présence étrangère. C'est ainsi que le siège de l'ONU a connu un attentat qui avait fait plusieurs morts dont le chef principal de cette mission, tout comme celui perpétré contre l'ambassade de Jordanie. Ces bandes armées, d'obédience sunnite ou chiite, ou simplement des bandes éparses, s'en prennent également à tous ceux qui, de près ou de loin, soutiennent la politique de l'occupant ou en sont des auxiliaires. C'est ainsi que peut s'expliquer des attentats dirigés contre certains dignitaires religieux locaux.

Il existe bien un gouvernement de transition taillé sur mesure et mis en place par les dirigeants américains mais il n'arrive pas à exercer d'autant plus que des organisations d'opposition armées refusent de le reconnaître et le qualifient de fantoche; elles lui font la guerre mais elles s'entre-déchirent aussi pour prendre le

contrôle des localités des provinces, et en même temps se préparer à jouer un rôle politique dans l'avenir.

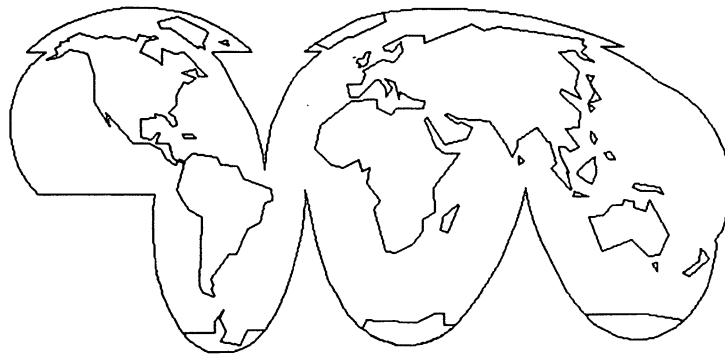
De même la police mise en place par ce gouvernement de transition est inopérante. De plus les commissariats sont la cible des attentats à la bombe. C'est dans ce climat d'insécurité permanente que Bush en appelle à l'ONU.

Mais tant que ces bandes armées existent, tant que la colère de la population gronde contre les troupes

d'occupation, les forces anglo-américaines, même renforcées par celles de l'ONU, auront du mal à juguler cette contestation qui a gagné tout le pays.

Ce qui est sûr, c'est que cette occupation a fait le lit des organisations intégristes ultra-réactionnaires. Si l'une d'elles arrivent à s'imposer aux autres, si elle réussit à prendre le pouvoir politique à Bagdad, la population connaîtrait alors une nouvelle dictature, peut-être pire que celle de Saddam Hussein.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.